

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Colombie-Les-150-premiers-Marines-des-Etats-Unis-arrivent-sous-l-auto-interpretation-de-l-auto-defense-pour-liberer-les-agents-de-la-CIA>

**Colombie : Les 150 premiers
Marines des Etats-Unis
arrivent sous
l'auto-interprétation " de
l'auto-défense " pour libérer
les agents de la CIA.**

Date de mise en ligne : mardi 25 février 2003

- Les Cousins - Colombie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les Marines commencent à arriver à la Colombie et l'Amérique latine doit réagir à cette peu surprenante décision du président George Walker Bush d'envoyer en Colombie des troupes spéciales pour le sauvetage des agents de la CIA, selon Sergio Gomez Maseri, del diario colombien EL TIEMPO à Washington ([Voir article](#))

L'arrivée des unités américaines d'élite pour conseiller dans les opérations de sauvetage de trois américains prisonniers des Farc, a provoqué des interrogations sur le fait de savoir si le président colombien Álvaro Uribe est autorisé à donner libre cours à ce type d'actions sur le sol colombien.

Les articles 173, 189 et 237 de la Constitution Politique indiquent que pour faire transiter troupes étrangères par le territoire colombien, cela requiert l'approbation préalable du Sénat et si celui-ci se trouve en vacances parlementaire (comme c'est le cas pour aujourd'hui), le Gouvernement doit faire appel au Conseil de l'État.

Le journal *El Tiempo*, de Bogotá, ([voire section conflit armée](#)), a consulté trois magistrats de ce tribunal, dont deux indiquent que le Gouvernement doit recourir au Conseil de l'État pour obtenir cette autorisation.

L'autre juriste a préféré ne pas se prononcer de façon anticipée.

Pour un des conseillers, il est nécessaire de déterminer si ceux qui sont arrivées au pays sont des consultants ou viennent pour faire partie de la troupe qui mènera le sauvetage. "Le problème se situe dans la qualité du personnel qui arrive. Si on vérifie qu'il est militaire, tout citoyen pourrait faire appel à une action d'accomplissement pour faire respecter la Constitution", a-t-il expliqué.

"Si la Constitution dit que le passage des troupes d'un autre pays requiert une approbation préalable, elle le dit d'autant plus pour un séjour d'unités militaires des Etats-Unis", explique un autre des magistrats.

En 1994 le Conseil de l'État a demandé que le président César Gaviria, aujourd'hui secrétaire général de l'Organisation des États Américains, soit l'objet d'une enquête pour ne pas solliciter une autorisation pour que des Marines des Etats Unis construisent une école à Juanchaco, sur la cote pacifique colombienne.

Les Etats Unis se protègent non seulement derrière le Traité Cadre de 1962, mais aussi derrière le Traité de Coopération d'Assistance Réciproque et dans les résolutions récentes de l'ONU contre « le terrorisme » pour prendre ces attributions.

Les secteurs politiques colombiens sont préoccupés par les conséquences que cela peut avoir sur le conflit.

"Ainsi a commencé le Vietnam", a dit le sénateur du Pôle Démocratique, Antonio Navarro, commentant le fait que la Colombie a besoin d'aide externe, "mais non sous la forme de soldats sur le terrain, parce que cela internationalise le conflit et de la mauvaise façon".

Vicente Torrijos, ex conseiller de paix de la Caquetá, a indiqué que si les Farc décident d'inclure les trois américains dans la liste des échangeables, "cela indiquerait qu'ils font tout ce qui est possible pour pousser les Etats-Unis à intervenir militairement un peu plus".

Le Maire de Bogota, Antanas Mockus, a dit qu'on ne doit pas sous-estimer l'effort des 200 000 membres des Forces Armées colombiennes, ni avoir trop espoirs face aux 150 américains qui renforceront les tâches du sauvetage.

Pendant ce temps, Angelino Garzón, de la « Commission Facilitatrice » nommée par le Gouvernement pour le cas des « kidnappés », a réitéré sa demande pour que les Farc respectent la vie des américains et a réclamé que cette situation "puisse être résolue de manière politique".

Les USA baissent le ton de leur mission militaire

En accord avec les porte-parole de la Maison Blanche et selon des versions du Département d'État, le nombre du personnel envoyé est "très inférieur" au chiffre reporté par plusieurs médias et n'est pas destiné à combattre les Farc.

Le porte-parole du Département d'État, Philip Reeker, a dit que la raison de l'accroissement de troupes n'a pas été exclusivement pour répondre aux kidnapping, mais comme une partie des programmes d'assistance réguliers à la Colombie.

En accord avec le porte-parole, ceci a pu produire une "certaine confusion".

L'explication, encore ainsi, n'est pas du tout claire. Au 31 janvier 2003, la quantité de militaires en Colombie était de 208. Seulement 20 jours après, le nombre atteignait déjà les 411, presque le double. Le chiffre est très élevé si on prend en considération que la moyenne n'a jamais dépassé les 300 hommes.

Il n'est pas non plus clair de savoir qui ferait partie de ce groupe d'hommes des Forces Spéciales, ni la nature de leur mission.

Ari Fleisher, porte-parole de la Maison Blanche, les a classés comme un " groupe varié des fonctionnaires du Pentagone" qui ne sont pas en Colombie pour combattre les Farc directement "mais pour assister le Gouvernement dans leur lutte contre les Farc".

En « auto défense »

La mission des soldats américains en Colombie a été jusqu'à aujourd'hui de former les colombiens dans plusieurs spécialités.

Ce type d'entraînement était interdit jusqu'à l'année passée. Toutefois, le président Bush a signé la 18ème Directive Secrète, selon laquelle on permet au Pentagone de fournir ce type d'assistance et dont l'objectif est d'augmenter les capacités des forces colombiennes pour rendre plus effective leur lutte anti-subversives.

Ainsi, la mission en Colombie a une limite qui a été établie par le Congrès des Etats Unis, quand elle a approuvé l'aide pour ce pays.

Ils ne doivent prendre part aucune opération contre des groupes et on leur permet seulement d'utiliser la force dans les cas de leur "propre défense". C'est à dire que s'ils sont attaqués d'abord. En outre, on ne peut pas envoyer plus de 400 soldats la même fois.

La loi, toutefois, prévoyait une exception ou « *waiver* » qui permet de modifier son rôle et d'augmenter le nombre maximum de militaires.

La limite peut être dépassée pour "avancer des opérations d'urgence pour l'évacuation de citoyens américains ou pour effectuer des opérations recherche et de sauvetage du personnel civil ou militaire des Etats Unis".

Sous cette exception, 70 hommes des Forces Spéciales ont été envoyés, alors qu'ils étaient dans le pays à former des colombiens. Et sous ces mêmes termes fut que Bush a ordonné l'envoi de 150 autres membres des Forces Spéciales cette semaine en dépassant la limite maximale de militaires qui atteindrait déjà 411. Et il pourrait en envoyer beaucoup plus ainsi s'il le décidait.

Ce même « *waiver* » suppose aussi qu'ils peuvent directement prendre part dans les opérations, parce que l'action de sauvetage est interprétée comme "*auto défense*".

Une fois qu'on sera dans l'urgence, avec la libération, la livraison ou le décès des « kidnappés », les forces spéciales excédentaires devront abandonner le pays et leur mission à nouveau pour attendre les mêmes limites : entraînement et non- participation directe.

... À moins que le Congrès des Etats-Unis modifie la loi ou que le Président décide unilatéralement de changer la nature de la mission. Mais cela prendrait du temps, parce que au Congrès le débat serait intense et Bush n'assumerait probablement pas le coût politique de défier ce qui est législatif à moins que ce ne soit absolument nécessaire.

El Correo d'après une dépêche d'**Urgente24.info**, 25/02/2003 - 17:42